Renforcer les alliances pour défendre le monde paysan

Il est fréquent de dissocier les dynamiques des organisations certifiées en commerce équitable - structurées principalement sur des cultures d'exportation - de celles des organisations de producteur·ices de produits destinés aux marchés internes et sous-régionaux. Comment ces organisations peuvent-elles relever ensemble les défis d'équité et durabilité ? Comment collaborer pour renforcer la transition écologique et le développement de systèmes alimentaires durables ?

Ce Regards croisés réunit Mamadou Goïta (directeur exécutif de l'Irpad au Mali), Romain Valleur (responsable du pôle OP et marchés chez AVSF), Julie Stoll (déléguée générale de Commerce Équitable France) et Maizan Kobenan (secrétaire général du Réseau ivoirien du Commerce Équitable - RICE). Il aborde des combats communs entre les parties prenantes du mouvement paysan en Afrique de l'Ouest.

Grain de sel : En quoi le commerce équitable est-il un allié direct de l'agroécologie ?

Romain Valleur : Le commerce équitable répond à une vision systémique des défis d'équité et de durabilité au sein des filières agricoles et des territoires ruraux. Ses actions multi-échelles englobent des dimensions techniques, économiques, sociales, environnementales et politiques. Cela correspond à la vision également systémique des transitions agroécologiques que portent AVSF et ses partenaires ouest-africains, qui ne peuvent se résumer à des propositions techniques. Le commerce équitable promeut l'agroécologie via ses standards agronomiques et environnementaux - renforcés ces dernières années - et surtout via ses principes fondamentaux, éléments indispensables aux transitions agroécologiques. Il s'agit des prix rémunérateurs aux producteur·ices qui couvrent les coûts de production incluant les pratiques agroécologiques, et des relations commerciales stables dans la durée qui sécurisent les investissements dans les transitions agroécologiques. Il s'agit aussi d'organisations paysannes fortes, en capacité d'assurer des services d'appui à la production écologique, de mettre en marché une offre conséquente de produits issus de pratiques agroécologiques dans des logiques de circuits plus courts. Il s'agit enfin d'interlocution et de coopération avec les autres acteur·ices des systèmes alimentaires, notamment l'État pour des politiques publiques d'appui effectif aux transitions agroécologiques.

Mamadou Goïta : Le commerce équitable peut aussi jouer un rôle clé dans la structuration encore insuffisante du mouvement de l'agroécologie autour de la production, du transport, de la commercialisation et de la consommation des produits. Comme cela a été évoqué, certaines coopératives sont désormais capables de gérer des opérations de plus grande envergure dans leur propre pays, grâce aux accompagnements reçus à l'échelle internationale et à la coopération entre elles. Cette dynamique, tout comme l'amélioration continue des pratiques, constitue un élément fondamental du processus de transition agroécologique. En générant de la richesse et en structurant les filières, l'expérience du commerce équitable renforce et consolide le mouvement agroécologique sur la question de la commercialisation, cruciale et pourtant insuffisamment traitée dans les programmes régionaux de transition agroécologique. C'est là que le commerce équitable apporte des exemples concrets. Quand on parle de souveraineté alimentaire ou d'agroécologie, on ne défend pas l'autarcie. On est dans une ouverture qui permet de créer les conditions optimales de production, d'emploi et de richesse pour le monde paysan.

Mamadou Goïta,
directeur exécutif de l'Irpad au Mali
mamadou_goita@yahoo.fr

"EN GÉNÉRANT DE LA RICHESSE ET EN STRUCTURANT LES FILIÈRES, L'EXPÉRIENCE DU COMMERCE ÉQUITABLE RENFORCE ET CONSOLIDE LE MOUVEMENT AGROÉCOLOGIQUE SUR LA QUESTION DE LA COMMERCIALISATION."

Maizan Kobenan : Sur la consolidation du mouvement agroécologique, le commerce équitable permet par exemple de faire émerger des réseaux nationaux qui rassemblent les organisations paysannes (OP) certifiées et qui sont des lieux de partage d'expériences, d'échanges et de diffusion d'innovations agroécologiques. Le RICE est l'une de ces plateformes nationales. Par exemple, nos échanges sur le cacao agroécologique ont permis à certaines OP d'acquérir de nouvelles connaissances pratiques et d'apprendre à produire leur propre compost, éliminant ainsi la nécessité de l'acheter. Certaines OP produisent de tels intrants en grande quantité, mais n'ont pas accès à des débouchés locaux, alors que d'autres OP en ont besoin. La mise en relation par le RICE et le partage d'informations facilitent la circulation de ces produits et l'obtention de nouveaux marchés. Ces expériences partagées et autres synergies entre OP du commerce équitable, via leurs réseaux, facilitent ainsi les transitions agroécologiques.

Un producteur membre de la coopérative SCEB en Côte d'Ivoire pulvérise au pied des cacaoyers de l'engrais biologique, issu des biofrabriques de la coopérative qui a été accompagnée par AVSF dans le cadre du programme Équité.

Julie Stoll: Le fait d'actionner les leviers économiques (le prix et la prime), organisationnels (une coopératives au service de ses membres) et relationnels (des partenariats durables avec les entreprises de l'aval des filières) positionne le commerce équitable comme un accélérateur de transition agroécologique. À titre d'exemple, sur le marché français, plus de 85 % des produits équitables sont issus de l'agriculture biologique. Lorsqu'on regarde les trajectoires de coopératives à l'origine de ces produits, beaucoup ont acquis la certification bio grâce aux atouts de relations de commerce équitable.

Grain de sel: Comment renforcer la visibilité du commerce équitable dans les espaces de dialogue international ? Faut-il plus de données pour mesurer l'impact du commerce Équitable sur les économies locales et la sécurité alimentaire ?

Mamadou Goïta: A l'échelle internationale, j'accompagne les négociations sur les marchés territoriaux au sein du CSA (Comité de la sécurité alimentaire) de la FAO. J'ai élaboré la méthodologie de collecte des données sur ces marchés en tant que coordinateur du groupe d'experts. Cependant, les données sur le commerce équitable restent modestes dans les échanges avec la recherche sur les marchés territoriaux en lien avec l'agroécologie. Les études d'impact du commerce équitable ne sont pas assez présentes dans les espaces de dialogue. Actuellement, les discussions se concentrent davantage sur les achats institutionnels et l'approvisionnement, ainsi que sur les marchés locaux et territoriaux liés à l'économie locale, notamment les marchés paysans. L'interaction avec les données du commerce équitable existe, mais elle demeure plus discrète par rapport à ces autres aspects.

Romain Valleur: De nombreuses études d'impact du commerce équitable ont bien été réalisées depuis les années 2000. Au-delà des effets sur les familles de producteur·ices membres des organisations certifiées (amélioration de leurs conditions de vie, investissement dans la diversification et l'intensification écologique de leurs systèmes de production), le fonctionnement interne et la professionnalisation entrepreneuriale des organisations, elles ont démontré la génération d'emplois et de revenus dans les territoires ruraux autour des activités productives et commerciales des organisations certifiées. Les organisations de producteur·ices génèrent des initiatives de tiers - bien souvent des jeunes et des femmes - de vente de services à la production (bio-intrants, matériel végétal, main-d'œuvre...), de transports des produits, de petites transformations et de vente directe sur les marchés locaux et nationaux. D'autre part, les organisations de commerce équitable ont la capacité d'investir le marché interne après s'être structurées sur les filières d'export exigeantes. Ainsi le commerce équitable a des impacts bien au-delà des seuls membres des organisations certifiées : il contribue aux systèmes alimentaires des territoires et à leur développement économique inclusif.

Cependant, malgré les études existantes, l'amplitude de l'impact du commerce équitable reste globalement méconnue des pouvoirs publics et même des réseaux généralistes d'organisations paysannes et autres acteur·ices du développement agricole et rural, en Afrique de l'Ouest comme ailleurs. Il est ainsi stratégique, en plus d'informer et de former plus largement sur ce qu'est le commerce équitable, de réaliser de nouvelles études d'impact en Afrique de l'Ouest sur des cas exemplaires ouest-africains. Cela permettra de convaincre l'ensemble de ces acteur·ices, et en particulier les pouvoirs publics et les réseaux d'organisations paysannes, du caractère stratégique de la promotion des principes et mécanismes du commerce équitable pour insuffler davantage d'équité et de durabilité dans les filières agricoles, et par ce biais renforcer les économies locales et la sécurité alimentaire.

Julie Stoll: Malheureusement, la démonstration des impacts positifs ne suffit pas à assurer sa diffusion "spontanée". Il faut renforcer les soutiens, notamment politiques et financiers, nécessaires au passage à l'échelle de l'ensemble des filières agricoles et alimentaires de commerce équitable. Il faut aussi dénoncer plus fermement et plus systématiquement les pratiques des acteur·ices économiques situés en aval des filières agricoles, qui s'approprient la valeur créée par les producteur·ices. Rendons visible les effets délétères du commerce INéquitable sur le monde paysan !

Le défi est que les espaces de dialogue internationaux sur les questions agricoles et alimentaires ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'agriculture pour les marchés domestiques et pour l'exportation. Or cette (trop) forte séparation des espaces pénalise

"LES LIGNES ONT BOUGÉ CAR ENSEMBLE NOS STRUCTURES ÉTAIENT PLUS FORTES. ON A OBTENU QUE LE DIFFÉRENTIEL DE REVENTE PASSE À 100 FRANCS CFA PAR KILO DE CACAO, ALORS QUE CE PRIX NE BOUGEAIT PLUS DEPUIS 8 ANS."

Maizan Kobenan, secrétaire général du Réseau ivoirien du Commerce Équitable - RICE
maizankobenan63@gmail.com

RICE

l'émergence d'alliances fortes pour mener nos combats communs. Les organisations représentatives des uns ne se sentent pas toujours concernées par les sujets des autres, alors que les familles paysannes peuvent être impliquées à la fois dans des filières locales et dans des filières d'exportation. La majorité des familles de planteurs de cacao vivent dans une situation de grande pauvreté : les revenus du cacao et des autres cultures qu'elles pratiquent ne leur permettent pas toujours d'assurer convenablement leur sécurité alimentaire. Comme les familles qui produisent uniquement pour les marchés locaux, elles font face à des enjeux de préservation des ressources naturelles et de la fertilité des sols. Elles peinent à investir dans la transformation de leurs modes de production. Elles subissent les conséquences du réchauffement climatique et sont confrontées à la perte d'attractivité de leur métier... Que ce soit pour l'agriculture vivrière ou pour l'agriculture d'exportation, la promotion de relations commerciales plus équitables entre les producteur·ices agricoles et les entreprises des filières agro-alimentaires est un levier possible pour améliorer la situation de tous! Peut-être faudrait-il parler dans tous les espaces de la nécessité de transformer le commerce pour transformer l'agriculture.

Grain de sel: Comment répondre aux attentes des marchés internationaux tout en favorisant l'accès des populations locales à des produits sains et abordables ?

Romain Valleur: Le commerce équitable contribue au renforcement des capacités de gestion des organisations de producteurs, qui doivent répondre aux exigences élevées des marchés internationaux, via la fourniture de services à la production, l'organisation de la collecte, le contrôle interne de la qualité et traçabilité des produits, la maîtrise des coûts et la vente groupée. Ces organisations de producteurs sont ainsi en mesure d'offrir des produits de qualité sur tout marché qu'elles ciblent, y compris le marché interne, avec leurs produits destinés initialement à l'export si la demande interne existe, ou avec les produits vivriers issus de la diversité des systèmes de production que promeut et permet le commerce équitable. La capacité de contrôle interne qu'exige la certification commerce équitable leur permet également de développer ou prendre part à des systèmes participatifs de garantie en pleine expansion en Afrique de l'Ouest pour la commercialisation de produits agroécologiques sur le marché interne. Les organisations certifiées limitent les intermédiaires, les familles productrices augmentent alors leurs marges tout en offrant aux consommateur·ices du marché interne des produits de qualité à de meilleurs prix.

Mamadou Goïta: La participation du commerce équitable à l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits consommés localement est un aspect crucial. Il arrive souvent d'entendre: "Si les étrangers demandent ce produit, c'est qu'il est bon." Pourquoi ces produits ne seraient-ils pas également consommés localement? Le fonio, prisé à l'international pour ses qualités nutritionnelles et ses bienfaits, est de plus en plus apprécié dans la région et illustre bien cette dynamique. Cependant, un défi se pose: lorsque le fonio produit localement coûte environ 500 Francs CFA, mais que son emballage destiné à l'export dans le cadre du commerce équitable atteint 2 000 Francs CFA, le produit est vendu à 2 500 Francs CFA. Cette différence met en lumière une problématique: bien que le fonio lui-même soit abordable, l'emballage le rend inaccessible pour les consommateur·ices locaux. Ce déséquilibre soulève des questions sur la nécessité de trouver des solutions afin de rendre les prix des produits issus du commerce équitable accessibles aux populations locales. Je défends par exemple l'idée de proposer ce produit chez le boutiquier du coin plutôt qu'en supermarché, et en vente au demi-kg, ou au quart de kilo. Cela encouragerait une dynamique plus inclusive qui facilite l'accès à une alimentation de qualité pour un plus grand nombre.

Julie Stoll: Deux exemples pour illustrer les propos précédents. Les coopératives de femmes qui font du beurre de karité se sont insérées dans des filières internationales de commerce équitable. Elles ont été parmi les premières coopératives du secteur à maîtriser la première transformation mécanisée des noix de karité en beurre. Avec ces gains de productivité, elles ont pu se positionner sur la fabrication de produits d'hygiène pour les marchés locaux avec des prix très attractifs et des emballages compatibles avec les pratiques locales. Ces mêmes organisations sont également très impliquées dans la protection de parcs à karité. Elles sont engagées dans un dialogue multi-acteurs fin et intelligent pour faire émerger des règles d'usage et d'accès qui permettent de combiner les besoins des différents usagers de la forêt dans une perspective de durabilité de la ressource : l'élevage, l'agriculture vivrière, l'apiculture, tout en préservant l'accès des femmes aux ressources de karité.

Autre exemple au Burkina Faso, le mouvement Fair Faso. Développé en partenariat avec des éleveurs français, il s'inspire des principes du commerce équitable pour relever un défi majeur lié aux habitudes alimentaires: de nombreux adultes burkinabè, habitués au lait concentré sucré (issu de la poudre de lait importée), n'ont jamais appris à consommer et à apprécier le lait local. Les membres de Fair Faso veillent à donner du lait local aux enfants afin de leur transmettre

Romain Valleur, responsable du pôle OP et marchés chez AVSF
r.valleur@avsf.org

R.VALLEUR

CEF

Julie Stoll, déléguée générale de Commerce Équitable France
stoll@commercequitable.org

"DE NOUVELLES ALLIANCES FONT ÉMERGER DES CAPACITÉS DE PLAIDOYER PLUS FORTES POUR INFLUENCER LES POLITIQUES PUBLIQUES. IL Y AURAIT DES CONVERGENCES À OPÉRER SUR LES SUJETS DE LA FORMATION À L'AGROÉCOLOGIE, DE LA RECHERCHE, DES POLITIQUES DE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS PAYSANNES ET AU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN GÉNÉRAL."

ce goût dès le plus jeune âge, dans l'espoir qu'ils le préfèrent une fois adultes. C'est un exemple réussi de marque de lait local à des conditions de commerce équitable pour les éleveurs qui favorise une consommation responsable et solidaire de produits de qualité. Cette démarche renforce l'économie locale, en soutenant les femmes et les jeunes impliqués dans la production et la commercialisation du lait.

Grain de sel : Comment renforcer la présence des acteur·ices du commerce équitable dans les débats sur les politiques publiques agricoles et construire une synergie entre les acteur·ices des filières d'exportations et domestiques ?

Maizan Kobenan: En Côte d'Ivoire, on a travaillé sur le mécanisme de prix minimum garanti pour les producteur·ices de cacao avec un plaidoyer spécifique et commun entre le RICE et Fairtrade en alliance avec d'autres organisations telles que la Centrale syndicale (qui représente les intérêts des travailleur·euses du secteur), et l'ASPCACC (Association des présidents de conseils d'administration des coopératives de café-cacao). Les lignes ont bougé car ensemble nos structures étaient plus fortes. On a par exemple obtenu que le prix de différentiel de revente, prix strictement régulé par l'État, passe de 80 Francs CFA par kilo de cacao à 100 Francs CFA, alors que ce prix ne bougeait plus depuis 8 ans. Cela montre l'importance de convaincre les décideurs des enjeux et effets du commerce équitable. Mais au niveau régional, il y a encore beaucoup de travail à faire pour renforcer la visibilité du commerce équitable. Il est crucial de mobiliser des leaders de terrain issus du milieu agricole organisé afin qu'ils portent ces messages et influencent les décisions au sein des instances politiques, économiques et institutionnelles, via le renforcement des capacités des OP et des réseaux pour atteindre cet objectif.

"LES ORGANISATIONS DE COMMERCE ÉQUITABLE ONT LA CAPACITÉ D'INVESTIR LE MARCHÉ INTERNE APRÈS S'ÊTRE STRUCTURÉES SUR LES FILIÈRES D'EXPORT EXIGEANTES. LE COMMERCE ÉQUITABLE CONTRIBUE AUSSI AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES DES TERRITOIRES."

Julie Stoll: Les réseaux des OP certifiées de commerce équitable en Côte d'Ivoire (le RICE) et au Ghana (le FairTrade Ghana Network) sont très impliqués dans les espaces politiques nationaux, régionaux, voire internationaux autour du cacao. Ils portent des positions fortes pour défendre le revenu paysan et proposer des politiques publiques de soutien à la structuration des OP. Ces trois dernières années, ils ont aussi renforcé leurs alliances dans ces deux pays, avec l'émergence de plateformes multi-acteurs centrées sur une filière cacao véritablement durable. Ces plateformes réunissent des acteur·ices de production dans la filière cacao (en particulier ceux du commerce équitable), et des organisations locales de la société civile (comme Inades Formation - *voir page 39*). Ces nouvelles alliances élargissent les perspectives des uns et des autres et font émerger des visions plus riches et des capacités de plaidoyer plus fortes pour influencer les politiques publiques. Mais cela n'est pas suffisant. Je pense notamment qu'il y aurait des convergences à opérer sur les sujets de la formation (à l'agroécologie), de la recherche, des politiques de soutien aux organisations paysannes et au mouvement coopératif en général.

Mamadou Goïta : Historiquement, les grands mouvements de commerce équitable au Sahel se sont directement appuyés sur les organisations paysannes. Mais il y a eu un moment de fracture entre les filières de produits d'exportation considérés comme des produits "de luxe" et ceux des filières de consommation de masse. L'enjeu réside dans la création d'une synergie entre les différentes filières afin d'aborder de manière cohérente les dimensions de la consommation, du commerce, de la commercialisation et du développement économique et financier. On l'a vu sur le coton, où le modèle développé pour le commerce équitable a finalement servi à développer d'autres filières de consommation. Avec le développement de la transformation locale, de nouvelles opportunités émergent et doivent être saisies, mais sans une stratégie unifiée, les chances de succès demeurent limitées. Il est impératif de coordonner les efforts et de reconnaître que l'alimentation constitue un tout. C'est tout l'enjeu de réussir à se mettre ensemble pour être plus forts, pour obtenir des politiques publiques qui financent des appuis à la production, à la transformation de produits, les infrastructures et qui facilitent les échanges, au niveau national et au niveau sous régional autant que les exportations.

Romain Valleur: Organiser de façon plus proactive des échanges spécifiques sur les principes et outils du commerce équitable au sein des organisations faîtières et réseaux généralistes d'Afrique de l'Ouest permettrait la co-construction de stratégies de plaidoyer pour des prix rémunérateurs et des relations commerciales stables et équilibrées dans toutes les filières... Les organisations de producteur·ices certifiées sont force de propositions de politiques publiques, sur les filières sur lesquelles elles interviennent. Cela peut être très utile aux réseaux généralistes au moment de se positionner dans les négociations de politiques publiques sur des filières d'exportation en poursuivant des objectifs d'équité et de durabilité. Plus globalement, les leviers de changement puissants que constituent les prix rémunérateurs et les relations commerciales stables et équilibrées avec des organisations de producteur·ices fortes, au cœur du commerce équitable, peuvent sans doute davantage être mobilisés concrètement dans les activités de plaidoyer des réseaux généralistes. ■

Échange coordonné par Emilie Langlade